

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/118

16 janvier 1996

(96-0126)

---

## MAROC - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE LXXXI

### Prorogation de délai

Décision du 13 décembre 1995<sup>1</sup>

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, par Décision du 20 juillet 1992<sup>2</sup>, ont suspendu l'application de l'article II du GATT de 1947 dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement marocain de mettre en oeuvre le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé) le 1er juillet 1992 et de procéder ultérieurement à des négociations;

Tenant compte du fait que, par Décisions successives, la dérogation accordée au Maroc a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1995<sup>3</sup>;

Considérant que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995<sup>4</sup>, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée au Maroc pour l'établissement d'une nouvelle Liste LXXXI;

Considérant que le paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

./.

---

<sup>1</sup>Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions de l'OMC au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

<sup>2</sup>L/7068.

<sup>3</sup>WT/L/84.

<sup>4</sup>WT/L/3 + Corr.1.

Notant que la documentation nécessaire a été distribuée sous couvert du document G/SECRET/HS/2 daté du 8 juin 1995;

Notant que des négociations au titre de l'article XXVIII ont été engagées avec deux pays, et que le gouvernement marocain espère aboutir à la finalisation du processus dans les meilleurs délais, mais qu'il sera difficile de conclure ces négociations avant l'échéance du 31 décembre 1995;

Considérant que le gouvernement marocain, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a demandé une prorogation de la dérogation<sup>5</sup>;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 30 juin 1996 la dérogation accordée au Maroc par Décision du 20 juillet 1992.

---

<sup>5</sup>G/L/56.